

Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Adhésion au réseau "Clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion"

Convention de coopération entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis plusieurs années, la commande publique est reconnue comme un levier d'action pour le développement de l'insertion et de l'accès à l'emploi des personnes en difficulté sociale et professionnelle.

Ainsi, l'article 38-I de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics permet notamment à l'acheteur public de fixer, des conditions d'exécution de marché « *prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi* ».

A ce titre, les collectivités publiques ont donc la possibilité de contribuer à l'insertion de personnes en difficulté, en réservant notamment un pourcentage d'heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi.

Le choix de l'entreprise attributaire se fait sans référence aux critères liés à l'insertion. La clause est une condition d'exécution du marché, que toute entreprise doit s'engager à respecter.

Lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de structurer une « plateforme collaborative métropolitaine clause sociale » de mise en œuvre et de suivi des clauses sociales, co-élaborée et inscrite dans le cadre du Contrat de ville.

Cette plateforme s'appuiera sur l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Pôle emploi, Mission locale des jeunes métropolitaine, Département, communes, centres communaux d'action sociale, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans l'objectif de proposer des solutions aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs.

Cette plateforme permettra :

- De mettre à disposition des maîtres d'ouvrages une expertise dédiée aux clauses sociales : appui au repérage des opérations appropriées à la clause d'exécution, conseil dans les choix des procédures, appui au calcul des heures d'insertion attendues, conseil sur la rédaction des appels d'offres, assistance permettant de répondre aux questions des entreprises sur les modalités de mise en œuvre de la clause d'exécution (sous-traitance à des SIAE, embauches directes, ...)
- D'animer un partenariat composé de l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Service Public de l'Emploi dont la Mission Locale des Jeunes métropolitaine, Département, CCAS, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans l'objectif de proposer des candidatures aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs.
- D'aller à la rencontre des entreprises attributaires pour les accompagner dans les modalités d'application de la clause et dans le recrutement de candidats.
- De créer un lieu ressource pour les entreprises répondant aux marchés publics.
- De mutualiser les heures d'insertion sur plusieurs opérations afin d'offrir des parcours d'insertion plus structurants.
- De suivre l'exécution des engagements à travers la collecte des pièces justificatives.
- D'évaluer les résultats, tenir des tableaux de bord et animer des temps de restitution

Afin d'optimiser l'application et le suivi de ces clauses d'insertion dans les marchés publics passés par la commune de Montpellier, il est proposé de s'associer à cette plateforme collaborative par la signature d'une convention de coopération.

Les engagements de la commune de Montpellier dans le cadre de cette convention sont les suivants:

- Fournir à la plateforme « clause sociale » la liste prévisionnelle des marchés susceptibles d'entrer dans le champ de la présente convention
- Désigner en son sein, une personne référente, interface avec les chargés de mission de la plateforme « clause sociale »
- Associer lesdits chargés de mission, au stade de l'avant-projet, à la réflexion sur les marchés retenus, le choix des lots à « clausurer », la rédaction de la clause et le calcul des heures
- Garantir la présence d'un chargé de mission de la plateforme « clause sociale » à la première réunion de lancement du marché.

L'adhésion à cette plateforme permettra de pérenniser et développer l'action propre engagée par la commune depuis plusieurs années, pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes éloignées de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la plateforme collaborative de la Métropole en matière de clause sociale ;
- d'approuver à cet effet les termes de la convention annexée à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 Novembre 2016